

ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire



N° de thème: 729.006
N° d'abonnement: 729006
Page: 15
Surface: 14'596 mm²

Se droguer «proprement»

J'ai passé trente ans à essayer de lutter contre le commerce de la drogue. En voyant les souffrances des toxicomanes et de leurs familles, j'ai acquis la conviction que toute mesure qui facilite l'accès aux drogues est à combattre avec énergie.

En Suisse, on subit actuellement des pressions insidieuses pour légaliser le cannabis et le proposer dans certaines pharmacies en prenant prétexte de ses propriétés médicales et malgré que le peuple suisse a refusé à 63,3% en 2008 la dépénalisation du chanvre pour l'usage personnel.

On peut être stupéfait et très inquiet d'apprendre que Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale, est chargée d'un programme de légalisation de la drogue dans le monde entier et qu'elle est rétribuée pour cela! Je lis que le milliardaire et financier George Soros serait le grand «manitou» de cette affaire. Il œuvre, paraît-il, à la «transformation du monde».

En Suisse, on ne soigne plus les toxico-

manes, mais on leur permet de se droguer «proprement». Ils sont accros à leur cure de méthadone. Dans certains cas, on ne trouve rien de mieux que de leur fournir de l'héroïne. Pire, on a supprimé les subventions aux fondations qui soignaient véritablement les drogués. Il n'en reste plus que deux ou trois.

Il faut savoir que les pays qui ont généralisé la vente du cannabis voient le désastre d'une explosion de la consommation et du tourisme de la drogue. Par exemple, en Espagne, 700 clubs de fumeurs de cannabis ont vu le jour depuis la légalisation de la consommation. A Barcelone, les autorités ont dû fermer 49 clubs qui s'adonnaient au trafic, perturbaient le voisinage et favorisaient le tourisme de la drogue. Quant à Genève, elle est devenue le supermarché régional du trafic de drogues en tous genres sans que les autorités ne semblent s'en inquiéter vraiment. ■

Roberte Falquet, ancienne présidente de «Réagir», Vézenaz (GE)